

VÉRIFICATION, CERTIFICATION ET REVÉRIFICATION

Messages clés

1. Il serait bon que les pouvoirs publics surveillent :
 - a. Le temps écoulé entre le moment où les communautés demandent la vérification et la certification et la date à laquelle elles ont effectivement lieu. Les retards et les délais démotivent les communautés. Les retards prolongés devraient être réduits.
 - b. La proportion de communautés vérifiées comme étant FDAL par rapport à celles ayant échoué la première fois.
2. La vérification et la revérification devraient être des expériences d'apprentissage positives pour les communautés, pour se réjouir de ce qui a été accompli. S'il s'avère qu'elles ne sont pas encore FDAL, la vérification devrait inclure des remarques constructives quant aux motifs de cet échec et ce qu'il faut faire pour rectifier la situation, des encouragements et un accord sur les mesures à prendre et sur une date pour la revérification.
3. À cette époque d'essor rapide, beaucoup de choses peuvent être apprises de la mise en commun à l'échelle internationale d'approches, d'expériences, des leçons apprises et des guides et protocoles nationaux à mesure qu'ils sont élaborés.
4. Par souci de validité et de crédibilité, les vérifications ne devraient pas être effectuées par des agents de mise en œuvre ou des membres des pouvoirs publics ou d'ONG qui auraient à gagner d'un résultat positif. L'attribution de récompenses à des communautés ou des particuliers pour l'obtention du statut FDAL engendre un risque de déformation et de fausses déclarations. La vérification par une organisation tierce peut s'avérer extrêmement onéreuse. Des équipes mixtes indépendantes peuvent se révéler la façon la plus prometteuse d'aller de l'avant. Il s'agit là d'un domaine clé d'innovation, d'apprentissage et de mise en commun.
5. Un financement adéquat, des ressources humaines et une formation suffisantes revêtent une importance cruciale pour la vérification, la certification et la revérification, comme pour tout autre élément de l'ATPC. Les besoins en ressources devraient être anticipés et couverts bien avant que l'ATPC ne soit déployé à plus grande échelle.

Introduction

La vérification des résultats, la certification et la revérification sont des éléments majeurs de l'ATPC. Elles revêtent une importance vitale pour garantir l'obtention, la qualité et la pérennité du statut FDAL (Fin de la défécation à l'air libre) et encourager un changement des comportements collectifs. Déployer la vérification, la certification et la revérification à plus grande échelle sans compromettre la qualité et la crédibilité du processus représente un défi majeur.

La vérification, la certification et la revérification ont été définies de plusieurs façons par différents pays. Pour souci de clarté et pour une meilleure compréhension, nous avons adopté les définitions suivantes :

- La *vérification* est le processus qui consiste à confirmer les dires d'une communauté lorsqu'elle prétend qu'elle satisfait aux critères requis pour obtenir le statut FDAL.
- La *certification* est la confirmation officielle et la reconnaissance du statut FDAL d'une communauté.
- La *revérification* est

- le processus qui consiste à se rendre à nouveau dans une communauté ayant été jugée ne pas avoir encore atteint le statut FDAL durant la première vérification, ou
- le processus qui consiste à déterminer si une communauté certifiée FDAL a bien maintenu son statut FDAL.

La section suivante regroupe les expériences des pays en fonction de leurs définitions de ce qu'il y a à vérifier, des indicateurs du statut FDAL et d'assainissement total et des méthodologies utilisées.

1. Définition de ce qu'il y a à vérifier/certifier

Les définitions et les critères d'évaluation du statut FDAL et du changement de comportement collectif peuvent varier. Dans certains cas, comme énoncé plus bas, le statut FDAL se distingue de l'assainissement total. Ces critères constituent un cycle continu et certains, comme les installations et les pratiques de lavage des mains, sont souvent englobés dans la définition du statut FDAL. Les exemples suivants montrent les indicateurs qui sont généralement inclus.

Indicateurs pour l'obtention du statut FDAL :

- Pas de défécation en plein air
- Les latrines des ménages sont construites et utilisées par tous les ménages (certains pays stipulent que toutes les installations doivent être des sanitaires améliorés, d'autres acceptent n'importe quelle sorte de latrine)
- Toutes les latrines à fosse des ménages sont dotées d'un couvercle
- La communauté prévoit des mécanismes pour suivre les progrès et des règles/sanctions pour dissuader les gens de déféquer en plein air.

Indicateurs de l'assainissement total :

En plus des indicateurs ci-dessus pour l'obtention du statut FDAL, ci-après figurent d'autres indicateurs qui peuvent être utilisés pour le statut FDAL ou pour l'assainissement total :

- Installations et pratiques de lavage des mains, avec du savon ou de la cendre
- Système sûr d'élimination des déchets solides et liquides (y compris les déjections animales)
- Utilisation d'égouttoirs à vaisselle surélevés
- Couverture des aliments
- Méthodes sûres de stockage et de manipulation de l'eau potable
- Fil à linge
- Salles d'eau
- Fourniture de latrines institutionnelles dans les écoles, sur les marchés et pour les passants
- Maintien des sources d'eau à l'abri de la saleté dans l'habitation
- Propreté générale de l'environnement.

2. Méthodologie pour la vérification, la certification et la revérification

Certaines des méthodes communes aux trois activités sont :

- L'utilisation d'un aide-mémoire approuvé
- L'échantillonnage des ménages et l'inspection des latrines et autres installations
- Marches le long d'un transect (marche d'exploration) et observations
- Interviews et discussions en groupe de réflexion
- Discussion avec des enfants et des personnes âgées suivie par

- Un retour d'information aux communautés et une discussion des mesures à prendre, le cas échéant.

On encourage les visites imprévisibles car elles évitent les impressions fallacieuses données par un regain d'efforts passagers de la communauté qui n'est pas maintenu dans la durée.

(Pour obtenir des listes plus complètes et des suggestions, voir la section sur la vérification dans les notes de Lukenya et les autres références ci-dessous)

Quelques exemples de l'expérience des pays en matière de vérification et de certification

Désormais, il y a des expériences à ce sujet dans presque tous les pays qui mettent en œuvre l'ATPC. Les institutions et les particuliers qui sont impliqués concrètement dans la vérification, la certification et la revérification varient beaucoup d'un pays à l'autre et même à l'intérieur d'un même pays. Il peut s'agir du personnel de l'administration ou des collectivités locales de divers départements, des membres d'ONG ou autres organisations de la société civile, d'organisations communautaires, de leaders naturels, de membres de comités AEPHA, de bailleurs de fonds ou autres. Les tiers qui ne sont ni agents de mise en œuvre ni membres des communautés évaluées sont une option que l'on pourra préférer car cela permet d'éliminer le parti-pris qui pourrait survenir lors que des agents de mise en œuvre ou des membres d'une communauté sont tenus de noter leurs propres performances. Le tableau suivant décrit les processus de vérification et de certification dans différents pays.

Pays	Procédure de vérification	Procédure de certification
Éthiopie	La version éthiopienne de l'ATPC est ATPCL où L veut dire Lavage des mains et saine gestion de l'eau. Deux phases de vérification sont entreprises : Phase I : S'assure de la disparition totale de la défécation en plein air telle que définie par le groupe. Phase II : Entreprise à l'issue d'un suivi rigoureux et systématique pendant au moins 6 mois pour confirmer que les communautés pratiquent le lavage des mains et une saine gestion de l'eau.	La certification des communautés FDAL suit la vérification par des experts extérieurs autres que les agents de mise en œuvre. Les communautés sont certifiées FDAL à l'issue d'une vérification qui s'effectue en principe durant les Célébrations organisées par les communautés elles-mêmes.
Indonésie	Le processus de vérification FDAL comprend : <ul style="list-style-type: none"> • Le suivi du changement de comportement des ménages en matière de défécation qui englobe la vérification de chaque ménage de la communauté comme étant FDAL. • Une communauté admise au terme d'une vérification extérieure se déclare FDAL et reçoit habituellement un certificat officiel par les autorités de district. • Une communauté qui n'est pas admise reçoit une explication des raisons de son échec et une revérification est proposée lui permettant de rectifier la situation et de demander une nouvelle inspection. • Un suivi de routine dans les communautés FDAL tous les 6 mois ou une fois par an pour s'assurer de la qualité et de la pérennité du statut FDAL. 	Le processus de certification est le même que le processus de vérification. Les communautés ne peuvent pas s'auto-vérifier. Lorsqu'elles estiment qu'elles sont devenues FDAL, elles demandent une vérification par une équipe de vérificateurs extérieurs – qui sont des fonctionnaires des collectivités locales et des représentants des autres communautés FDAL.
Nigéria	Il y a deux résultats majeurs de l'ATPC, à savoir : FDAL et Assainissement total. Les exercices de vérification et de certification sont effectués pour chacun de ces	Le processus de certification comprend : <ul style="list-style-type: none"> • Un groupe d'action d'État sur l'assainissement, composé de tous les

	<p>résultats.</p> <p>Le processus de vérification FDAL comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La notification des communautés qui prétendent être FDAL au niveau communautaire par un comité de l'approvisionnement en eau, de l'hygiène et de l'assainissement (COM AEPHA) • Premier niveau de vérification de la revendication du statut FDAL par le COM AEPHA mené par le service/département AEPHA de l'autorité locale par le biais de visites impromptues • Deuxième niveau de vérification mené par l'Agence nationale d'approvisionnement en eau et d'assainissement en zones rurales (RUWASSA) 	<p>ministères, départements et organismes publics pertinents et d'ONG, dirige la certification FDAL</p> <p>Validation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Cette opération est réalisée par un groupe d'action national sur l'assainissement, composé de tous les ministères, départements et organismes pertinents au niveau fédéral, ainsi que des ONG, des bailleurs de fonds et d'autres partenaires de développement. <p>Pour en savoir plus, voir l'étude de cas sur le Nigéria à la page 9.</p>
Ghana	<p>Le processus de vérification comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Invitation du ministère des Collectivités locales et du Développement rural qui demande aux ONG, aux régions et districts de lui présenter les communautés qui prétendent au statut FDAL. • Les leaders naturels et les chefs de communauté procèdent à une auto-évaluation de leur statut FDAL. • Évaluation au niveau du district du statut FDAL revendiqué en rendant visite à toutes les communautés qui prétendent au statut FDAL dans le district pour les évaluer. • Évaluation au niveau régional impliquant des communautés choisies au hasard pour une inspection surprise (vérification aléatoire). • Évaluation au niveau national (vérification aléatoire). 	<ul style="list-style-type: none"> • Remise d'un certificat aux communautés FDAL lors de la commémoration de la Journée mondiale des toilettes. • Les communautés certifiées FDAL sont inscrites au palmarès national FDAL
Kenya	<p>Le processus comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réception des demandes de statut FDAL émanant des comités villageois ATPC/AEPHA • Établissement d'une équipe de vérification dirigée par des agents de la santé publique et des personnes impliquées dans le processus ATPC. • Formation de l'équipe et développement d'un esprit d'équipe, tout en convenant des normes étalons • Constitution de chacune des équipes en veillant à ce qu'elle comporte des membres des deux sexes et un mélange raisonnable de compétences en matière de communauté et d'ATPC • Élaboration d'un plan de travail quotidien pour veiller à ce que la charge de travail soit raisonnable • Élaboration d'un protocole de contrôle qualité et de saisie des données 	<p>Le processus comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réception de la liste de villages ayant été vérifiés comme FDAL des mains du Coordonnateur du programme ATPC du ministère de la Santé publique et de l'Assainissement ; cette liste devrait comprendre des données de localisation claires et les coordonnées des personnes à contacter au sujet du processus FDAL dans ce village par l'Agent de district en charge de la santé publique • Établissement d'une équipe de vérification composée de personnes qui maîtrisent bien l'ATPC mais qui sont indépendantes de chaque village • Formation de l'équipe et développement d'un esprit d'équipe, tout en convenant des normes étalons • Constitution de chacune des équipes en veillant à ce qu'elle comporte des

	<ul style="list-style-type: none"> • Les équipes de vérification visitent tous les villages qui revendiquent le statut FDAL • Réception des données de vérification, évaluation et analyse pour déterminer qui reçoit ces données et qui détermine le statut FDAL ? • Détermination du statut FDAL <p><i>Nota : KWAHO est impliqué dans la certification et le ministère de la Santé publique et de l'Assainissement se charge de la vérification</i></p>	<p>membres des deux sexes et un mélange raisonnable de compétences en matière de communauté et d'ATPC</p> <ul style="list-style-type: none"> • Élaboration d'un plan de travail quotidien pour veiller à ce que la charge de travail soit raisonnable • Élaboration d'un protocole de contrôle qualité et de saisie des données • L'équipe de certification accompagnée des chefs de village rend visite à chaque ménage du village et fait une marche exploratoire (le long du transect) pour recueillir des données de certification • Discussion des données de certification recueillies auprès des chefs de village • Déterminer que le principe FDAL est suivi par tous • Signer une déclaration ; le village est DAL ou FDAL
Ouganda	<p>Le processus se déroule comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'équipe du sous-comté fournit la liste des villages qui prétendent au statut FDAL à l'équipe de district. • L'équipe est formée en techniques de vérification FDAL avant de se lancer dans la tâche. • À l'issue de l'observation, l'équipe dresse un compte rendu à un lieu de rencontre établi. • La vérification finale est réalisée par l'équipe de vérification du district qui est constituée du comité de coordination de l'eau et l'assainissement du district, de l'inspecteur de la santé du district, du Conseil local V, du Secrétaire de la santé, de l'unité de soutien technique et d'un représentant d'une ONG. <p>Les résultats sont compilés et présentés à la communauté revendiquant le statut FDAL. Au final, il se pourrait que la communauté remplisse tous les critères d'obtention du statut FDAL ou qu'elle ne soit pas encore prête à l'obtenir et dans ce cas, il faut expliquer les améliorations requises pour qu'elle puisse décrocher le statut FDAL.</p>	<p>La certification est entreprise au cours d'une célébration FDAL lorsqu'un certificat est remis à chaque village FDAL.</p>
Malawi	<ul style="list-style-type: none"> • FDAL : Chaque ménage utilise une latrine dotée d'un couvercle et d'une installation de lavage des mains (couverture en latrines de 100 % ; partage autorisé). • Au niveau du village : Le comité de l'eau et la santé, le vulgarisateur sanitaire et le chef de village désigne leur village comme étant prêt à se soumettre à une vérification FDAL. Un représentant de l'Autorité traditionnelle (AT), un représentant du district et une ONG basée dans la localité (s'il en existe une) vérifient ensuite le statut FDAL du village. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les villages et l'AT recevront la certification à l'issue de la vérification. • Reconnaissance de la certification par des panneaux et autres moyens appropriés pour féliciter les membres de la communauté et encourager de nouvelles améliorations en matière d'hygiène et d'assainissement. • Des contrôles de suivi par des

	<ul style="list-style-type: none"> • Au niveau de l'AT : L'AT désigne son rayon d'action à des fins de vérification. L'équipe de coordination du district réalise la vérification. • Elles organisent une inspection aléatoire des ménages et des sites possibles de DAL pour s'assurer que le village est véritablement FDAL • Des outils de vérification normalisés seront utilisés dans le cadre du processus 	<p>vulgarisateurs et des leaders naturels seront réalisés deux fois par an dans les villages certifiés.</p> <p><i>Les processus de vérification et de certification pour le Malawi sont basés sur la stratégie FDAL du Malawi (2011-2015)</i></p>
--	---	---

Remarques/observations générales

Comme le montre le tableau ci-dessus, les différents composants des processus de vérification et de certification varient d'un pays à l'autre. Toutefois, il existe un point commun, en ce sens que les processus de vérification et de certification prennent en principe entre 3 et 6 mois. Par ailleurs, l'accent est mis sur un apprentissage positif lorsqu'une communauté ne parvient pas à décrocher le statut FDAL.

Pour en savoir plus sur qui s'occupe du suivi aux différents niveaux, reportez-vous au tableau à l'Annexe 1.

1. Suivi par les pouvoirs publics des processus de vérification, certification et revérification

Le suivi par les pouvoirs publics des processus de vérification, certification et revérification est essentiel pour garantir de bons résultats avec précision et crédibilité et pour minimiser les retards. Les pouvoirs publics peuvent élaborer leur plan de suivi avec la participation active de toutes les parties prenantes concernées (le lecteur trouvera ci-dessous des détails sur les directives existantes dans la section sur les sources). Le ministère ou l'agence de mise en œuvre chef de file devrait alors s'assurer de la conformité avec les procédures de vérification et de certification.

Trois expériences notables :

- En Éthiopie, à une époque, il y avait plus de 200 communautés en attente de vérification et une vingtaine d'entre elles seulement avaient été vérifiées. Cela risquait de démotiver les communautés confrontées à une longue attente.
- Au Kenya, les pouvoirs publics ont publié un *Guide sur la certification FDAL au Kenya à l'intention des praticiens*. Les vérifications initiales à grande échelle ont été effectuées par l'ONG KWAHO à Nyanza et dans les provinces occidentales. Sur 349 communautés prétendant être FDAL, 46 pour cent ont été vérifiées et 54 pour cent ont été identifiées comme nécessitant des mesures complémentaires. Ce ratio a été jugé crédible, alors que des pourcentages très élevés de réussites ou de communautés nécessitant des mesures complémentaires auraient pu soulever des interrogations quant à la fiabilité du processus.
- En Éthiopie, dans le passé, les institutions et les organisations ont eu différents guides de vérification. Le ministère de la Santé a maintenant mis au point un protocole national de vérification qui sera utilisé dans tout le pays. Il comprend des indicateurs qui doivent être utilisés par les organismes de vérification aux différents niveaux, du village à l'échelon national. Le protocole peut être consulté sur le site web de l'ATPC <http://www.communityledtotalsanitation.org/resource/federal-democratic-republic-ethiopia-ministry-health-cltsh-verification-and-certification>

Recommandations :

Les pouvoirs publics ont besoin de systèmes réguliers de notification pour leur permettre de suivre deux statistiques clés à propos des processus de vérification et de certification :

- Le temps écoulé entre le moment où les communautés demandent la vérification et la certification et la date à laquelle elles ont effectivement lieu. (Ces retards sont parfois causés par un système de vérification et de certification centralisé à l'échelle nationale. Un système délégué de vérification/certification mais contrôlé par un système centralisé par souci d'assurance qualité pourrait permettre d'accélérer le processus, comme c'est le cas au Nigéria). Les retards et les délais risquent de démotiver les communautés. Une alerte précoce avertissant d'un retard peut entraîner des mesures correctives
- La proportion de communautés vérifiées comme étant FDAL par rapport à celles ayant échoué la première fois. Des taux élevés de succès ou d'échec peuvent ne pas être crédibles et méritent d'être examinés de plus près.

Le ministère ou l'agence de mise en œuvre chef de file peut aussi procéder à des contrôles ponctuels sur des communautés désignées pendant qu'a lieu la vérification et la certification.

2. La vérification et la revérification devraient être des expériences d'apprentissage positives pour les communautés, pour se réjouir de ce qui a été accompli. S'il s'avère qu'elles ne sont pas encore FDAL, la vérification devrait inclure des remarques constructives quant aux motifs de cet échec et ce qu'il faut faire pour rectifier la situation, des encouragements et un accord sur les mesures à prendre et sur une date pour la revérification.

Les données factuelles exposées ci-dessous sont tirées d'une expérience de vérification au Kenya :

Le processus de vérification a été orienté de manière à être positif pour la communauté, même lorsqu'elle s'est révélée ne pas être FDAL. Les évaluateurs étaient instamment priés « De ne pas agir en chiens de chasse mais plutôt en chiens de garde ». KWAHO a signalé « L'aspect le plus crucial de l'exercice de certification était de toujours encourager et de se féliciter des progrès en termes d'assainissement et d'innovations accomplis par les différentes communautés. Même lorsque le village n'avait pas atteint le statut FDAL, il était de notre devoir d'encourager les leaders naturels, les équipes d'ATPC vers l'obtention du statut FDAL. L'approche englobait aussi un questionnement évaluateur sur la façon d'aller de l'avant pour les communautés n'ayant pas réussi à décrocher le statut FDAL. » (KWAHO 2011 : 7, dans les notes de Lukenya, 2011)

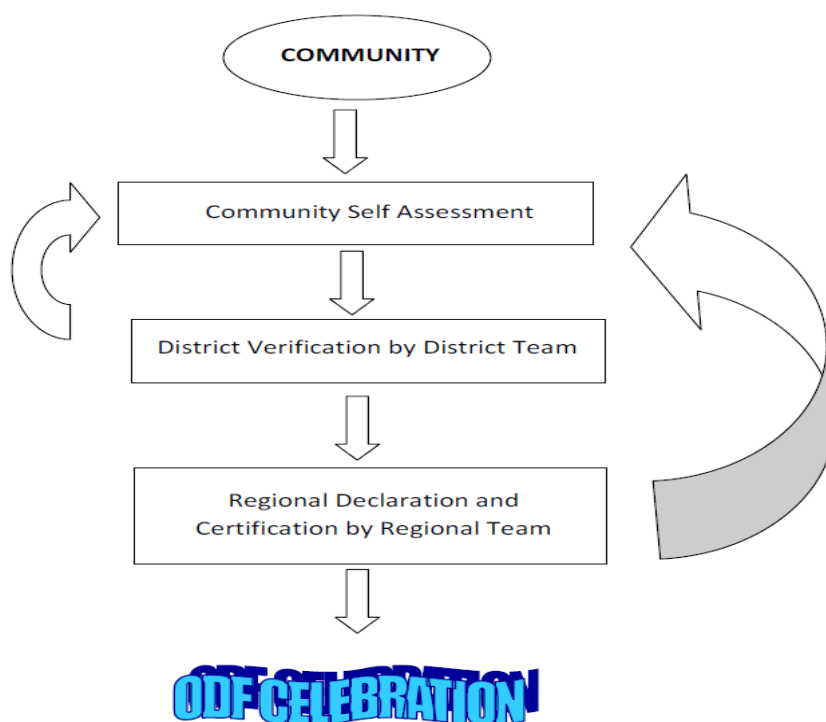
En Java oriental, le processus de vérification d'une journée commence par une séance d'information de l'équipe sur l'utilisation de l'outil normalisé de vérification et la planification de la marche exploratoire le long du transect de façon à couvrir tous les ménages. À la fin de la marche exploratoire, des observations et des interviews avec les ménages, l'équipe se réunit et met en commun ses résultats pour les consolider. Ils sont ensuite notifiés lors d'une réunion du village. Si le village décroche le statut FDAL, la communauté est félicitée. Dans le cas contraire, les critères que le village n'a pas remplis sont présentés aux membres de la communauté lors de la réunion et un débat public est organisé à propos de ce que souhaite faire la communauté concernant les carences observées. Les communautés peuvent ainsi décider comment rectifier la situation et fixer une date à laquelle elles seront prêtes pour une revérification. Jusqu'ici, toutes les communautés ont réussi à décrocher le statut FDAL au deuxième tour. L'expérience tend à renforcer la prise de conscience de l'ensemble de la communauté des critères à remplir pour devenir et rester FDAL.

Recommandation : Faites de la vérification une expérience positive et encourageante pour les communautés de façon à ce que, même si elles échouent, elles apprennent ce qu'elles doivent faire et soient armées et motivées pour faire le nécessaire et parvenir à décrocher le statut FDAL.

3. Il est recommandé de mettre en commun les approches, expériences et leçons apprises ainsi que les guides et protocoles nationaux élaborés, à l'échelle internationale.

Les niveaux et le déroulement des étapes de vérification et de certification tels que représentés dans ce schéma du Ghana sont relativement communs – auto-évaluation par la communauté, puis vérification, certification et célébration. Comme on va le voir, toutefois, il est très important de savoir qui devrait et qui va effectivement diriger le processus de vérification et de certification.

ODF DECLARATION



DÉCLARATION FDAL
COMMUNAUTÉ
Auto-évaluation par la communauté
Vérification du district par l'équipe du district
Déclaration régionale et certification par l'équipe régionale
CÉLÉBRATION DU STATUT FDAL

Certains pays ont des directives concernant la vérification et la certification. On peut donc envisager la mise en commun de ces directives et une harmonisation éventuelle à l'intérieur des pays. Il existe des situations où les différentes agences de mise en œuvre au sein d'un pays peuvent avoir différentes directives et chacune suit son propre ensemble de règles, ce qui rend difficile la consolidation des statistiques nationales. Les études de cas suivantes donnent des exemples de pays qui ont établi des directives nationales pour la vérification et la certification.

Étude de cas du Kenya : Déployer plus largement la vérification et la certification

Le Kenya est confronté à un formidable défi pour déployer plus largement la vérification et la certification dans le cadre de la campagne 2013 pour mettre fin à la défécation en plein air dans les zones rurales du Kenya. Le Groupe de travail technique sur l'assainissement a préparé un projet de termes de référence (TdR) qui guidera la sélection des entités impliquées dans la certification indépendante ATPC et celles-ci seront finalisées et adoptées par le ministère de la Santé publique et de l'Assainissement (le bras du gouvernement qui sert de fer de lance à l'ATPC). Les Termes de référence ont défini :

- La portée/les lignes directrices pour la certification
- La méthodologie
- Les livrables
- Les qualifications des entités de certification

Toutefois, le coût d'une vérification indépendante à grande échelle a soulevé des interrogations en termes de faisabilité (voir plus loin)

Étude de cas du Nigéria

Au Nigéria, il y a deux résultats majeurs pour l'ATPC, à savoir : FDAL et Assainissement total. Les exercices de vérification et de certification sont effectués pour chacun de ces résultats.

Le processus de vérification FDAL comprend :

- La notification des communautés qui prétendent être FDAL par un comité de l'approvisionnement en eau, de l'hygiène et de l'assainissement (COM AEPHA) au service/département de l'eau, l'assainissement et l'hygiène de l'autorité locale compétente. Le COM AEPHA est un comité communautaire en charge de la gestion des activités liées à l'eau, l'assainissement et l'hygiène.
- Le premier niveau de vérification de la revendication du statut FDAL par le COM AEPHA est dirigé par le service/département AEPHA de l'autorité locale par le biais de visites imprévisibles.
- Le deuxième niveau de vérification est dirigé par l'Agence nationale d'approvisionnement en eau et d'assainissement en zones rurales (RUWASSA) pour vérifier les revendications de statut FDAL.
- Une fois les revendications de statut FDAL vérifiées par RUWASSA, les communautés validées comme étant FDAL sont signalées au Groupe d'action d'État chargé de l'assainissement à des fins de certification.

Le processus de certification comprend :

- Le Groupe d'action d'État chargé de l'assainissement, composé de tous les ministères, départements et organismes publics pertinents et d'ONG, dirige la certification FDAL.

Aucune certification officielle FDAL n'est accordée tant que le statut FDAL n'a pas été maintenu par les communautés pendant au moins 6 mois

Validation :

- Cette opération est effectuée par le Groupe d'action national chargé de l'assainissement, composé de tous les ministères, départements et organismes pertinents au niveau fédéral, ainsi que des ONG, des bailleurs de fonds et d'autres partenaires de développement et elle porte sur une vérification ponctuelle afin d'assurer un contrôle qualité et une conformité rigoureuse avec les directives relatives à la vérification et la certification des communautés FDAL.

Les mêmes processus que ceux énoncés plus haut sont utilisés pour la certification des communautés au statut d'assainissement total.

La vérification et la certification du statut FDAL et Assainissement total des communautés s'effectuent en suivant des directives agréées pour les processus de vérification et de certification qui comportent également des aide-mémoires à utiliser à chaque étape des procédures*.

*Pour obtenir un complément d'information, veuillez consulter le site web de l'ATPC et télécharger un exemplaire du *Protocol for Certification and Verification of Open Defecation Free and Total Sanitation Communities* [Protocole de certification et de vérification des communautés ayant mis fin à la défécation en plein air et ayant atteint l'assainissement total] pour le Nigéria
<http://www.communityledtotalsanitation.org/resource/protocol-certification-and-verification-open-defecation-free-and-total-sanitation>

L'importance que revêtent la mise en commun et l'apprentissage des expériences mutuelles ainsi que la vérification par des parties indépendantes est soulignée dans l'expérience suivante.

Étude de cas de la Côte d'Ivoire (extrait des notes de Lukenya) :

Il y a deux grandes régions de Côte d'Ivoire où l'ATPC est actuellement déployé – Bouaké et Tiassalé. Des missions d'échange sur le processus de vérification sont prévues entre les deux régions. Les missions durent quelques jours, voire une semaine, et les équipes comprennent des membres des pouvoirs publics, des ONG, des autorités locales et des représentants des communautés. Les critères retenus sont très clairs et les équipes d'évaluation prennent leur rôle très au sérieux. À la fin de chaque jour, une séance de débriefing est organisée pour faire le point et formuler des recommandations et des dates sont fixées pour les éventuelles revérifications nécessaires.

Une fois les dernières recommandations des équipes formulées, des célébrations sont organisées pour féliciter les communautés couronnées de succès. Cette pratique inter-régionale n'est pas seulement plus objective que d'utiliser des équipes purement locales mais elle se révèle aussi très utile pour encourager la fertilisation croisée et l'échange de pratiques et d'idées.

Recommandations :

- Mettre au point des protocoles nationaux de vérification en concertation avec toutes les parties prenantes
- Le processus de vérification peut inclure différents niveaux de vérification
- Les praticiens ATPC des autres régions peuvent être impliqués dans le processus de vérification

4. Par souci de validité et de crédibilité, les processus de vérification ne devraient pas être effectués par des agents de mise en œuvre ou des membres des pouvoirs publics ou d'ONG qui auraient à gagner d'un résultat positif. L'attribution de récompenses à des communautés ou des particuliers pour l'obtention du statut FDAL engendre un risque de déformation et de fausses déclarations.

Toute crédibilité est perdue si ceux qui mènent les vérifications ont avantage à obtenir un résultat positif, par exemple les fonctionnaires qui sont jugés sur leurs accomplissements notifiés durant une campagne nationale ou régionale. On tend à donner la préférence à une vérification indépendante, donc désintéressée. Néanmoins, cela présente des problèmes délicats pour passer rapidement à une plus grande échelle. On peut citer deux expériences pertinentes à ce jour, l'une au Kenya et l'autre

en Zambie.¹ Au Kenya, l'organisme tiers était au départ une grosse ONG – qui s'est révélée efficace mais impossible à conserver à grande échelle. En Zambie, la solution proposée était une combinaison d'acteurs indépendants locaux. Ce type de combinaison d'acteurs locaux est peut-être la meilleure solution pour aller de l'avant.

Expérience en matière de vérification indépendante au Kenya (extrait des notes de Lukenya)

Pour son ambitieux programme qui vise à atteindre le statut FDAL dans les zones rurales du Kenya d'ici à 2013, le gouvernement kenyan a publié avec des partenaires *A Practitioners Guide for ODF Certification in Kenya* [Guide sur la certification FDAL au Kenya à l'intention des praticiens]. Ce guide couvre la formation des enquêteurs pour y inclure le lavage des mains, la chaîne d'une saine gestion de l'eau, l'hygiène alimentaire ainsi que l'hygiène et l'assainissement dans le milieu domestique. Les premières vérifications à grande échelle ont été menées par l'ONG KWAHO à Nyanza et dans les Provinces occidentales. Sur 349 villages qui revendiquaient le statut FDAL, 162, soit 46 pour cent l'ont décroché, et 187, soit 54 pour cent, ont été jugés ne pas encore être prêts. Parmi les critères de vérification figurent le taux de couverture en latrines, les installations pour le lavage des mains et le taux de couverture des égouttoirs à vaisselle.

La vérification indépendante couvre les points suivants :

- Tous les *homestead* doivent avoir une latrine en état de marche
- Il doit y avoir un sentier qui mène à la latrine afin de confirmer son utilisation
- Les évaluateurs inspectent physiquement la latrine pour en déterminer l'utilisation
- Les évaluateurs inspectent les anciens lieux de défécation en plein air comme les bosquets, les champs, les plantations de maïs, l'arrière-cour des maisons, etc
- Discutez avec des enfants pour vérifier les informations fournies par les adultes. Par ailleurs, au hasard, arrêtez des enfants dans la rue pour leur demander où ils vont déféquer.
- Utilisez votre odorat pour vous guider jusqu'aux endroits d'où émane une odeur nauséabonde pour déterminer ce qui se passe
- Les points d'eau sont souvent des sites de défécation en plein air. Rendez-vous aux points d'eau communautaires au sein du village comme les sources, les ruisseaux, les rivières, les forages, etc. et assurez-vous qu'ils sont bien FDAL

(KWAHO 2011: 6)

Étude de cas de la Zambie : Déployer plus largement la vérification et la certification indépendantes

¹ L'idée de départ était que la vérification par une organisation indépendante serait la meilleure solution pour arriver à une vérification à l'échelle. Toutefois, des expériences récentes au Kenya et en Zambie ont montré que cela pouvait se révéler trop coûteux pour être faisable à grande échelle. D'autres problèmes potentiels sont un manque d'organisations appropriées et des verdicts négatifs par une organisation jusqu'alors inconnue qui tendent à décourager et démotiver les communautés. C'est là un domaine crucial pour poursuivre l'apprentissage et l'innovation et nous souhaitons vivement en savoir plus sur les expériences menées dans ce domaine et sur d'autres approches et méthodes – n'hésitez pas à nous contacter sur clts@ids.ac.uk pour nous faire part de votre expérience.

Depuis 2007, avec l'introduction de l'ATPC en Zambie, plus de 900 villages ont revendiqué le statut FDAL. Toutefois, bien souvent, ces villages n'ont pas été vérifiés indépendamment comme étant effectivement FDAL. Par ailleurs, il n'existe pas de critères ni d'indicateurs officiellement approuvés pour déterminer si une communauté est effectivement FDAL. Un système tiers indépendant de vérification et de certification FDAL est jugé requis pour s'assurer que l'ATPC a été déployé à grande échelle suivant un système de qualité et sans fausses revendications. En l'absence d'un système indépendant de vérification et de certification, il serait difficile pour le gouvernement zambien et les autres parties prenantes de démontrer l'impact des fonds investis dans l'approche ATPC. L'établissement d'un système tiers de vérification et de certification FDAL avec des critères nationaux minima officiellement approuvés a été envisagé afin d'harmoniser la vérification et la certification des villages FDAL et de garantir la crédibilité des déclarations de statut FDAL. La logique voulait que la qualité, l'honnêteté et la transparence pouvaient être atteintes en faisant appel à des organisations et des particuliers n'étant pas directement impliqués dans la mise en œuvre de l'ATPC.

Le système que l'on se propose d'établir dans 1 112 circonscriptions de 65 districts ruraux fait appel à des équipes mixtes composées de membres issus d'organisations communautaires, y compris les Comités de développement local et les Comités de santé du voisinage, ainsi que des agents de santé communautaires et autres, coordonnés par du personnel du Département du développement communautaire et autres au niveau des circonscriptions et n'ayant pas été directement impliqués dans la mise en œuvre de l'ATPC. Les organisations communautaires seront chargées de la vérification et de la certification FDAL des circonscriptions et elles vérifieront et certifieront les activités au niveau du village et dans les lieux publics (écoles, centres de soins, marchés, etc.). Ainsi, les équipes de vérification et de certification géreront la mise en œuvre des activités indépendantes de vérification et de certification du statut FDAL au sein de leur circonscription. Cela permettra de veiller à la création d'une structure indépendante et la durabilité des travaux commencés sera optimisée.

Plan Zambie sera chargée de veiller à ce que les résultats soient atteints et notifiés par rapport au Cadre de résultats et à un plan de travail approuvé. Plan fournira tout le personnel requis et elle se chargera de renforcer les capacités du personnel de district et des organisations communautaires. L'UNICEF prêtera un concours financier à hauteur du budget convenu et du plan de travail conjoint et elle entreprendra des visites périodiques de suivi (communes et indépendantes) pour évaluer les progrès et résoudre les problèmes éventuels qui se présenteraient dans le cadre de la mise en œuvre.

L'Inde a présenté un exemple de la façon dont la vérification peut faire l'objet d'abus lorsqu'elle est associée à des récompenses financières ou autres.

Étude de cas de l'Inde (tirée des notes de Lukenya, 2011)

La principale leçon de l'expérience indienne est que si la vérification manque de rigueur et est associée à une quelconque récompense financière ou autre, elle risque fort d'être utilisée à mauvais escient. Cette leçon et les mises en garde qui l'accompagnent viennent de l'expérience indienne acquise avec le *Nirmal Gram Puruskar* (NGP – voir le manuel ATPC pp 54-5). Bien que dans la plupart des cas, le NGP ne soit pas connecté à l'ATPC, il comprend une vérification du statut FDAL. Depuis 2004, le programme du NGP attribue des récompenses aux *Gram Panchayats* (GP) (entités administratives locales) qui décrochent le statut FDAL et dont l'environnement est propre. Les chefs des GP couronnés de succès se rendent à Delhi pour y être récompensés par le Président en personne et ils reçoivent une somme d'argent substantielle. Les normes et procédures sont restées

les mêmes de 2004 à 2008. Au départ, leur application a été très stricte : un GP du district de Mandi qui avait fait beaucoup d'efforts a échoué car le mot TOILETTES avait été peint par erreur sur les portes de deux locaux de stockage (et ce, malgré le fait que les locaux n'avaient pas de cuvette de WC). Par la suite, comme les candidatures se multipliaient de façon exponentielle à travers toute l'Inde pour atteindre des milliers, la vérification et la certification ont été contractualisées à des ONG qui, à leur tour, ont sous-traité la procédure à d'autres ONG lesquelles, dans certains cas, l'ont sous-traitée une fois de plus à des particuliers pour une fraction de la rémunération d'origine. Il y a eu beaucoup de plaintes affirmant que les évaluateurs avaient reçu des pots-de-vin des GP. Au final, la procédure a donné lieu à de fausses déclarations, décrites par une source bien informée comme une farce. Puis, en 2008 et 2009, une équipe dirigée par Vinod Mishra, directeur de la formation, du Centre des ressources clés, Nainital, a été missionnée pour vérifier, État par État, le statut FDAL des communautés NGP. L'équipe a inspecté 1 018 GP candidats dans 6 États (Jammu-et-Cachemire, Penjab, Rajasthan, Himachal Pradesh, Kerala et Karnataka) et a certifié 417 GP et 3 *Block Panchayats*. Toutefois, en 2009, le taux de succès est devenu minime, seul 1 candidat sur 621 décrochant le statut FDAL dans l'Haryana, et aucun dans le Bihar. Ce taux d'échec élevé a été suivi par l'adoption par le gouvernement d'un système de vérification en ligne aux termes duquel il a été demandé à des vérificateurs indépendants issus d'ONG ou d'organisations de recherche venant d'autres États de passer une nuit dans les communautés. Ils devaient saisir des données dans un programme informatique qui déterminait ensuite le succès ou l'échec de la communauté. Il est stipulé que les inspections doivent être rigoureuses, prévoyant, par exemple, l'inspection des ongles des enfants à l'école. On peut arguer que le système indien a été trop dur au départ, puis trop laxiste, et maintenant il est à nouveau très strict, peut-être même trop strict. Le système semble susciter très peu de participation ou de volonté d'apprentissage de la part des communautés.

Pour en savoir plus, voir www.ddws.nic.in. Le lecteur trouvera un compte rendu détaillé de la procédure dans la publication du WSP *Monitoring Systems for Incentive Programs: Learning from large-scale rural sanitation initiatives in India*, Water and Sanitation Program, Banque mondiale, novembre 2010, <http://water.worldbank.org/publications/monitoring-systems-incentive-programs-learning-large-scale-rural-sanitation-initiatives>

Le système à base d'équipes mixtes mis au point en Indonésie est une autre source d'apprentissage non négligeable. Un système de vérification du statut FDAL par équipe a été conçu par le projet TSSM et introduit en Java oriental. Ce système est maintenant la pratique systématiquement adoptée par les autorités locales dans tous les districts. Les équipes de vérification se composent de fonctionnaires locaux issus des Centres de soins communautaires et de l'administration des sous-districts, complétés par des représentants des communautés voisines de celle faisant l'objet de la vérification. Le facilitateur ATPC et les leaders naturels de la communauté faisant l'objet de la vérification ne peuvent pas faire partie des vérificateurs de leur propre communauté. Les membres de la communauté faisant l'objet de la vérification FDAL deviennent ensuite les vérificateurs des équipes chargées de vérifier d'autres communautés. Une communauté qui réussit la procédure de vérification affiche un panneau annonçant son statut FDAL à l'entrée du village et, par la suite, durant les célébrations du statut FDAL, elle reçoit un certificat officiel du ministère de la Santé.

Recommandations : Transparence, validité et crédibilité

La validité, la crédibilité et l'utilité du processus tout entier dépendent de la composition des équipes de vérification et de certification, de leur formation et de leur engagement, du temps et des ressources disponibles, et de la transparence :

- *Composition et intérêts des équipes.* Dans la mesure du possible, les équipes de vérification devraient être indépendantes des équipes de mise en œuvre et présenter un bon équilibre hommes-femmes. La validité et la crédibilité peuvent être compromises lorsque des récompenses sont octroyées pour l'obtention du statut FDAL ou lorsque les équipes comprennent des gens ayant tout à gagner à obtenir des déclarations positives de statut FDAL. La cause la plus courante d'une telle situation se présente en cas de campagnes publiques avec des objectifs et une concurrence entre les sous-districts et/ou entre les districts, lorsque des avancements de carrière ou des incitations de reconnaissance sont accordés à des fonctionnaires pour leurs bons résultats et/ou pour avoir atteint ou dépassé les objectifs fixés. Dans de telles circonstances, les déclarations et les statistiques FDAL peuvent facilement être exagérées ; elles présentent peu de crédibilité et doivent être ignorées.
- Pour pouvoir passer rapidement et efficacement à une plus grande échelle avec la procédure de vérification et de certification, des entités indépendantes sous forme d'*équipes mixtes* sont sans doute la meilleure façon d'aller de l'avant. Suivant les ressources disponibles, d'autres options possibles sont différentes combinaisons de leaders naturels et autres issus des communautés voisines et autres parties prenantes de la société civile, des universités et des instituts et des services gouvernementaux non impliqués dans le programme.
- Une *validation aléatoire* peut confirmer le statut FDAL et accroître la crédibilité. Au Nigéria, la validation est menée par un Groupe d'action national sur l'assainissement composé de tous les ministères, départements et organismes concernés du gouvernement fédéral ainsi que des ONG, des bailleurs de fonds et autres partenaires de développement. Tous les trimestres, le Groupe d'action procède à des contrôles ponctuels aléatoires dans le cadre de visites à des communautés qui ont été déclarées FDAL. Leur conclusion que 95 pour cent des communautés sont effectivement FDAL permet de conforter la crédibilité des statistiques nationales FDAL.

5. Un financement adéquat, des ressources humaines et une formation suffisantes revêtent une importance cruciale pour la vérification, la certification et la revérification, comme pour tout autre élément de l'ATPC. Les besoins en ressource doivent être anticipés et couverts bien avant que l'ATPC ne soit déployé à plus grande échelle

Ce n'est que récemment que nombre de pays ont été confrontés aux défis que représente le déploiement à grande échelle des processus de vérification et de certification. Il est vital que ces défis soient anticipés et que des ressources adéquates – tant financières qu'humaines – leur soient allouées. La Zambie fait partie des pays qui ont pris des mesures pour anticiper une poussée des besoins financiers associés à la vérification et la certification à mesure que la campagne nationale était déployée à grande échelle. À moins de prévoir les dotations budgétaires requises et de planifier ce défi de taille, on peut s'attendre à de sérieux et même très graves problèmes de retards accumulés et à une piètre qualité des systèmes de vérification et de certification. S'il est difficile pour les pouvoirs publics de couvrir les budgets nécessaires à un système de vérification indépendant, l'appui de bailleurs de fonds peut se révéler important.

Recommandations :

- Évaluer les besoins financiers, organisationnels et humains sur la base de la demande anticipée de vérification et certification à mesure que l'ATPC est déployé à grande échelle
- Restez en course en sachant toujours comment couvrir ces besoins

- Surveillez de près les progrès et prenez rapidement les mesures requises pour éviter l'accumulation d'un retard de la vérification des communautés revendiquant le statut FDAL.

Résumé des principales recommandations et suggestions d'intervention

Sur la base de l'expérience acquise à ce jour, les pouvoirs publics et les décideurs pourront souhaiter prendre des mesures pour :

- Obtenir l'accord des parties prenantes nationales sur la définition de la vérification, la certification et la revérification sur la base de leur contexte local
- Mettre au point des protocoles nationaux de vérification en concertation avec toutes les parties prenantes
- Faire traduire l'aide-mémoire concernant la vérification et la certification dans les langues locales et le diffuser largement auprès des communautés. L'aide-mémoire pourrait aussi être présenté sous forme de pictogrammes
- Dans la mesure du possible, réunir et organiser des équipes indépendantes chargées de la vérification, composées par exemple de membres des comités AEPHA et des leaders naturels des communautés voisines FDAL pour former des associations qui puissent être habilitées à mener des vérifications FDAL
- Pour la vérification et la certification, préférer les institutions qui ne sont pas directement impliquées dans la mise en œuvre de l'ATPC
- Encourager la participation communautaire dans le cadre du processus d'apprentissage, faire des vérifications des expériences positives, qu'elles se soldent par un succès ou un échec
- Organiser des célébrations à l'issue d'une vérification réussie pour renforcer la fierté et l'assurance de la communauté et pour « encourager les autres ».
- Définir des rôles institutionnels clairs et des attributions précises pour la vérification, la certification et la revérification au sein des parties prenantes concernées
- À l'issue de la certification, revérifier les communautés certifiées FDAL au bout d'un délai compris entre six mois et deux ans pour contrôler et renforcer la pérennité du statut FDAL
- Anticiper l'essor de la demande de vérification, de certification et de revérification à grande échelle et vous procurer à l'avance des moyens humains et financiers suffisants
- Assurer un suivi et un contrôle régulier du processus de vérification à mesure que le pays déploie le système à grande échelle
- Faire preuve de circonspection en veillant à ce qu'un éventuel système de récompense n'influence pas les résultats et s'assurer que ce système est durable, rentable et peut être mis à l'échelle.

Sources

Chambers, Robert (2009) *Going to Scale with Community-Led Total Sanitation: Reflections on Experience, Issues and Ways Forward*, Practice Paper No 1, IDS, Brighton, pages 28-30
www.communityledtotalsanitation.org/resource/going-scale-community-led-total-sanitation-reflections-experience-issues-and-ways-forward

Gouvernement du Kenya/UNICEF/KWAHO/In Touch *A Practitioner's Guide to ODF Certification in Kenya* <http://www.communityledtotalsanitation.org/resource/practitioners-guide-odf-certification-kenya>

Gouvernement du Nigéria, UNICEF, UKAID, UE, *Protocol for Certification and Verification of Open Defecation Free and Total Sanitation Communities*

<http://www.communityledtotalsanitation.org/resource/protocol-certification-and-verification-open-defecation-free-and-total-sanitation>

Kar, Kamal et Chambers, Robert (2008) *Manuel de l'Assainissement Total Piloté par la Communauté*, pages 54-5 www.communityledtotalsanitation.org/resource/handbook-community-led-total-sanitation

KWAHO (2012) *ODF Third Party Verification: Nyanza and Western Provinces*, Kenya Water for Health Organisation et Programme AEPHA du gouvernement du Kenya et de l'UNICEF

Notes de Lukenya : Taking Community Led Total Sanitation to Scale with Quality – Outputs from a workshop in Nairobi, Kenya 24-27 juillet (2011) 'Strategies for ODF Verification at Scale', pages 29-37 disponible sur www.communityledtotalsanitation.org/resource/lukenya-notes-taking-clts-scale-quality

Mukherjee, Nilanjana, Wartono, Djoko et Robiarto, Amin (2011) *Managing the Flow of Monitoring Information to Improve Rural Sanitation in East Java*, Water and Sanitation Program, www.wsp.org/wsp/sites/wsp.org/files/publications/WSP-Monitoring-Information-TSSM.pdf

République démocratique fédérale d'Éthiopie (MOH) (2012) *CLTSH Verification and Certification Protocol*, Addis-Abeba, janvier 2012
<http://www.communityledtotalsanitation.org/resource/federal-democratic-republic-ethiopia-ministry-health-cltsh-verification-and-certification>

WSP (2010) *Monitoring Systems for Incentive Programs: Learning from large-scale rural sanitation initiatives in India*, Programme Eau et Assainissement (WSP), Banque mondiale
<http://water.worldbank.org/publications/monitoring-systems-incentive-programs-learning-large-scale-rural-sanitation-initiatives>

Le protocole de vérification du statut FDAL en Indonésie est disponible en indonésien (*Bahasa Indonesia*) sur le site web *Sanitasi Total Berbasis Masyarakat* du gouvernement de l'Indonésie. La version anglaise est une annexe du document de travail du WSP *Managing the Flow of Monitoring Information to Improve Rural Sanitation in East Java* (WSP, 2011)

Contacts

Prénom	Nom de famille	Pays	Organisation	Courriel
Jorge	Pires	Angola	Spécialiste AEPHA de l'UNICEF	jpires@unicef.org
Heri	Wibowo	Indonésie	Ministère de la Santé	Heriwibowo16@yahoo.co.id
Francis	Kage	Kenya	KWAHO	f.kage@kwaho.org
Janet	Mukule Agalo	Kenya	Coordinatrice de la plateforme ATPC, MOPHS	mulejanet@yahoo.com
Noel	Khunga	Malawi	Agent sanitaire environnemental, Bureau sanitaire du district de Salima	noelkhunga@googlemail.com

Dan	Kapatuka	Malawi	Plan	Dan.Kapatuka@plan-international.org
Bisi	Agberemi	Nigéria	Spécialiste en AEPHA, UNICEF	bagberemi@unicef.org
Philip	Otieno	Soudan du Sud	UNICEF	pvotieno@yahoo.com ; pvotieno@unicef.org
Wiscot	Mwanza	Zambie	Plan Zambie	wiscot.mwanza@plan-international.org
Muchie	Kidanu	Éthiopie	UNICEF	mkidanu@unicef.org
Kweku	Tseketse-Akuamoah	Ghana	MLGRD/Direction de la Santé environnementale et de l'Assainissement	tseketsetony@yahoo.com ; ktakuamoah@ehsd.gov.gh
Paul	Kwasi Nutsugah	Ghana	Bureau de santé environnementale de la région du centre	pnutsugah@yahoo.com
Mary	Namwebe	Ouganda	Plan Ouganda	Mary.Namwebe@plan-international.org
Muchie	Kidanu	Éthiopie	UNICEF	mkidanu@unicef.org
Leonard	Mukosha	Zambie	Coordonnateur national ATPC	leomukosha@gmail.com
Michael	Musenga	Zambie	Procureur de la santé publique et Conseiller juridique national en ATPC, Zambie	mmusenga@yahoo.com
Fredrick	Donde	Kenya	Spécialiste en AEPHA, UNICEF	fdonde@unicef.org
Yirgalem	Solomon	Érythrée	UNICEF	yisolomon@unicef.org
David	Ibuyat	Ouganda	Ministère de la Santé	dibuyat@yahoo.co.uk
Michael	Kennedy	Malawi	Ingénieurs sans Frontières	michaelkennedy@ewb.ca

Annexe 1 : Qui s'occupe du suivi aux différents niveaux – Expérience des pays

Pays	Niveau communautaire	Niveau infranational et de district	Niveau national
Kenya	Les chefs traditionnels recueillent des informations mais il leur manque un système pour diffuser l'information au niveau national.	Équipe de gestion sanitaire du district, forum de parties prenantes du district qui réunit d'autres acteurs.	Plateforme ATPC qui coordonne le processus, ICC (Comité de coordination interagences).
Érythrée	Promoteurs de la santé du village formés à utiliser des outils papier pour suivre une vingtaine de foyers par promoteur sanitaire. La fréquence de rapportage n'est pas adaptée car ce sont des bénévoles qui ont d'autres activités (pas d'incitations).	Le centre de santé local réunit les données des promoteurs de santé du village qui sont ensuite transmises au district.	Division de la santé environnementale au ministère de la Santé.
Éthiopie	L'Armée pour le développement sanitaire, un réseau de 5 foyers avec une sixième famille modèle servant de leader, est chargée d'assurer le suivi au niveau des ménages ; des vulgarisateurs sanitaires travaillant dans 8 à 20 villages comptant quelque 5 000 habitants assurent le suivi.	Le Bureau de santé régional, le Bureau de santé de <i>woreda</i> /district et les Unités de soins de santé primaires (PHCU), (personnel de santé) apportent un soutien aux vulgarisateurs sanitaires au niveau communautaire. Les PHCU sont responsables de 25 000 personnes ; les informations des PHCU sont transmises au district.	Le ministère fédéral de la Santé, le Groupe d'action national sur l'Hygiène et l'Assainissement, l'Unité nationale de coordination AEPHA.
Zambie	Groupes d'action sur l'assainissement composés de 10 personnes par village (leaders naturels) dans les zones rurales. Groupes d'application juridique dans les zones urbaines.	Équipe de programme de suivi commun de district dans les zones rurales Équipe d'application conjointe dans les zones urbaines.	Équipe nationale de formation d'accompagnateurs en liaison avec le ministère de la Santé et le ministère des Collectivités locales.
Ouganda	Équipes de santé du village – une structure du ministère de la Santé pour la promotion de la santé et la prévention des maladies au niveau du village, Conseil local I – structure politique au niveau du village et comités eau & assainissement, assistants sanitaires.	Comité de coordination de l'eau et l'assainissement au niveau du district, équipe de santé du district, comité de planification technique du district, inspecteur sanitaire de district, personnel de vulgarisation du sous-comté	Comité national de vérification, Division de santé environnementale – Ministère de la Santé, ministères de l'Eau et l'Environnement, UWASNET.
Nigéria		Groupe d'action d'État sur l'assainissement	Groupe d'action national sur l'assainissement qui est la structure de liaison
Bangladesh	Comité d'assainissement de l'Union, comités d'assainissement des circonscriptions.	Comités d'assainissement des collines, comité d'assainissement municipal, comité d'assainissement de district, comité d'assainissement de corporation municipale, comité de sous-district.	Comité national consultatif, comité national d'assainissement.
Malawi	Personnel de vulgarisation (adjoints de surveillance sanitaire).	Coordonnateur AEPHA, Équipe de coordination du district.	Groupe d'action FDAL composé d'ONG et de fonctionnaires du ministère de la Santé, de l'Éducation, de l'Eau et d'agences bilatérales.